



HAL
open science

Au-delà de la proximité ? Le tirage au sort, la démocratie participative et les transformations de la démocratie locale

Julien Talpin

► **To cite this version:**

Julien Talpin. Au-delà de la proximité ? Le tirage au sort, la démocratie participative et les transformations de la démocratie locale. Administration : Revue de l'Administration Territoriale de l'Etat, 2023, Administration, N° 277 (1), pp.103-104. 10.3917/admi.277.0103 . hal-04382145

HAL Id: hal-04382145

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04382145v1>

Submitted on 9 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Au-delà de la proximité ?

Le tirage sort, la démocratie participative et les transformations de la démocratie locale

Julien Talpin

Chargé de recherche en science politique au CNRS
Co-Directeur du GIS Démocratie et Participation
CERAPS / Université de Lille

Le gouvernement représentatif est en crise. Les signes qui en attestent sont nombreux, de la montée constante de l'abstention à tous les scrutins depuis 30 ans à la faible confiance dans les institutions et les élus exprimée par les citoyens dans diverses enquêtes. Cette crise se traduit également par le surgissement de mouvement sociaux venant interroger la légitimité de réformes décidées par des représentants mal-élus, dont le mouvement des Gilets Jaunes a constitué une forme d'expression paroxystique ces dernières années. Il exprimait également une demande de participation et surtout de souveraineté populaire¹, de nombreuses enquêtes démontrant que les citoyens français ont le sentiment que les principales décisions qui guident leurs vies sont prises sans eux et souvent dans des instances non-élues².

La démocratie participative a été pensée pour répondre à ce malaise démocratique. Outre l'affaiblissement de la légitimité représentative, elle vise également à répondre à la fragilisation des corps intermédiaires (partis, syndicats, associations et ONG) qui, du fait également d'une forme de défiance et d'une décrue de leurs effectifs, peinent à assurer la médiation entre les citoyens et le système politique. Depuis les années 1980 on a ainsi vu fleurir, notamment à l'échelon local, une multitude de dispositifs participatifs visant à renforcer la proximité entre les gouvernants et les gouvernés : conseils de quartiers, budgets participatifs, conseils citoyens, etc³.

Une des formes prises par ces dispositifs est le recours au tirage au sort de citoyens ordinaires, renouant ce faisant avec des pratiques démocratiques anciennes (la Grèce Antique, les cités italiennes de la Renaissance)⁴. L'idée est simple : il s'agit de constituer un groupe si ce n'est représentatif de la population française, du moins suffisamment diversifié en termes d'âge, de genre, de situation socio-professionnelle pour offrir une représentativité sociologique au groupe. Alors que les élus sont de moins en moins représentatifs sociologiquement de la population⁵, il s'agit d'offrir une représentation miroir de la population, permettant ce faisant à ce que certains groupes sociaux marginalisés, dont les paroles sont peu entendues dans le

¹ S. Hayat, « Les Gilets jaunes et la question démocratique », 2018 <https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/24/les-gilets-jaunes-et-la-question-democratique/>

² Gourgues, G., Mazeaud, A., Nez, H., Sainty, J. & Talpin, J. (2021). Les Français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique. *Sociologie*, 12, 1-19.

³ L. Blondiaux, *Le nouvel esprit de la démocratie*, Paris, Seuil, 2008.

⁴ Y. Sintomer, *Petite histoire de l'expérimentation démocratique. Le tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours*, Paris, La Découverte, 2011.

⁵ M. Koebel, *Le pouvoir local ou La démocratie improbable*, Paris, Le Croquant, 2005.

système politique, puissent défendre leurs perspectives et leurs intérêts. Le recours au tirage au sort peut ainsi permettre, en diversifiant les points de vue et les arguments, de construire une forme d'intelligence collective et de parvenir à des solutions à la fois plus acceptables et plus justes que celles qui seraient prises par les seuls élus.

Si on a vu fleurir ce type d'expériences depuis 40 ans partout dans le monde - prenant notamment la forme de jurys citoyens et de conférences de consensus - les réactions en France au recours au tirage au sort en politique ont d'abord été pour le moins timides, voire hostiles, certains y voyant un principe démagogique ou populiste. Cette idée a néanmoins connu une diffusion continue, d'abord à l'échelle locale, puis nationale.

En effet, malgré les réticences initiales, la France est un des pays qui a connu l'expérience la plus aboutie de recours au tirage au sort à l'échelle nationale, notamment via la Convention citoyenne pour le climat (CCC) en 2020-2021, alors que ces expérimentations sont souvent cantonnées à l'échelle locale. Si l'on ne peut ici tirer un bilan global de cette expérience⁶, elle a démontré que des citoyens tirés au sort, se formant et délibérant pendant plusieurs mois, pouvaient produire des avis et recommandations raisonnables concernant des questions techniques, à même de nourrir les politiques publiques. L'impartialité de ce type de dispositif est un aspect décisif et le pluralisme des experts auxquels ont été confrontés les citoyens aurait certainement pu être renforcé⁷. Au regard de la forte mobilisation des lobbys industriels et agricoles après coup, la CCC a néanmoins démontré sa capacité à se constituer en instance autonome des influences économiques ou politiques.

Peu de recommandations de la CCC ont cependant été retenues au final dans la loi Climat, le débat parlementaire contribuant à détricoter certaines propositions, après le veto de quelques mesures par le Président de la République. Il s'agit d'un écueil central que rencontre la démocratie participative, sous toutes ces formes. Prenant généralement un tour consultatif, elle n'a le plus souvent qu'un effet marginal sur les politiques publiques, contribuant à nourrir le scepticisme des citoyens⁸. La démocratie participative peine ce faisant à répondre aux maux qu'elle identifiait, et notamment la distance et la défiance à l'égard de la politique d'un nombre croissant de citoyens.

L'exemple de la CCC montre cependant que des effets plus diffus peuvent être observés. D'un côté, les citoyens participants ont non seulement appris sur les enjeux environnementaux mais ont le sentiment d'avoir vécu une expérience démocratique enrichissante. Si son issue a parfois laissé un goût amer, elle a suscité des vocations, et notamment l'envie de s'investir dans des partis politiques ou de se présenter à des élections, le pouvoir demeurant au final dans les organes classiques de la démocratie représentative à leurs yeux. Une des façons de renforcer la proximité entre les citoyens et les élus est peut-être que ces derniers soient moins professionnalisés et davantage représentatifs de la population. D'un autre côté, la CCC a contribué à légitimer le recours au tirage au sort en politique. On a ainsi vu fleurir les expériences de convention ou d'assemblée citoyenne tirées au sort ces dernières années à

⁶ Voir Apouey, B., Fourniau, J. & Tournus, S. (2022). Des citoyennes délibératives et des citoyens délibératifs : la Convention citoyenne pour le climat face à la délibération. *Participations*, 34, 37-79

⁷ D. Courant, « La Convention citoyenne pour le climat. Une représentation délibérative », *Revue Projet*, vol. 378, no. 5, 2020, p. 60-64.

⁸ Mazeaud, A., Sa Vilas Boas, M. & Berthomé, G. (2012). Penser les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés. *Participations*, 2, 5-29.

l'échelle locale ou régionale. L'action publique se transforme peu à peu, tant il apparaît désormais impossible de gouverner sans consulter.

Au final, ce type d'expérience ne pourra véritablement se pérenniser qu'à condition qu'elles soient dotées d'une forme de pouvoir. Cela suppose une transformation de la culture politique des élus, prêts à gouverner plus collectivement dans une forme de démocratie continue conciliant différentes formes de légitimité. Le risque est grand sinon qu'outre la délégitimation de la démocratie participative via le syndrome de la salle vide, les citoyens refusant de jouer un jeu qu'ils jugent de dupes, les colères et aspirations populaires s'expriment autrement que par la parole et le bulletin de vote. Entre une démocratie sans électeur, le rapport de force entre groupes concurrents et la démocratisation de la démocratie il faudra certainement choisir. Dans une société de plus en plus polarisée par des inégalités grandissantes, la rénovation démocratique apparaît comme une condition pour faire société.